
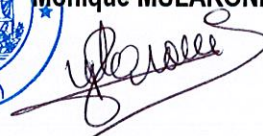


**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE VAGNAS**

<b>DATE DE SEANCE</b> 21 mars 2022	Le vingt-un mars deux mille vingt-deux à 18H00, les membres du conseil municipal de la commune de VAGNAS se sont réunis, à la mairie en vertu de l'article L2121-18 du CGCT, sur la convocation qui leur a été adressée par Madame le Maire conformément aux articles L2121-10 et L2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.
<b>DATE DE CONVOCATION</b> 10 mars 2022	
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>PRESENTS</b> BOUNOL Josiane, EYBALIN Christine, TRITTO Florent, FAILLA Michel, LACOSTE Louise, LAIGNEL Régine, MULARONI Monique qui a procuration de BUISSON Christine, ROUX Jérôme, SCHAECK Bernard,  <b>ABSENTS</b> MARTIN Hubert, BUISSON Christine qui a donné procuration à MULARONI Monique
EN EXERCICE 11 PRESENTS 9 ABSENTS 2 PROCURATIONS 1 VOTANTS 10	
<b>N° DE DELIBERATION</b> <b>02-03-2022</b>	<b>SECRETAIRE DE SEANCE</b> Régine LAIGNEL

OBJET		Augmentation de la Taxe d'Aménagement	
<p>Madame le Maire propose au conseil municipal d'augmenter le taux de la taxe d'aménagement à partir de 2023 et de le passer à 5% pour toutes constructions, sachant que le taux actuel est de 4.8%.</p> <p>Elle rappelle que la délibération N°009-04-2021 concernant la taxe d'aménagement sur certains secteurs reste en vigueur au taux de 9.8%.</p>			
<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte de passer le taux de la taxe d'aménagement à 5% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p>			
7	VOIX POUR	<p>Pour extrait conforme</p> <div><p>Le Maire, Monique MULARONI</p></div>	
0	VOIX CONTRE		
3	ABSTENTIONS		

Le Maire:

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon par voie postale (palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin – 69433 Lyon cedex 3) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.